

<https://divergences.be/spip.php?article4417>



Intervention de Hocine Aït Ahmed au colloque « Camus et la politique »

- Archives - Textes critiques - Albert Camus -

Date de mise en ligne : mardi 23 décembre 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Origine [Le site de Nedjib Sidi Moussa](#)

Intervention de Hocine Aït Ahmed suivie de la réaction d'Ali Mécili lors du colloque tenu à Nanterre du 5 au 7 juin 1985 et dont les actes ont été publiés sous la direction de Jean Yves Guérin, *Camus et la politique*, Paris, L'Harmattan, 1986

Je suis venu ici à titre personnel, en admirateur de Camus. J'ai été un grand lecteur de ses ouvrages. On ne peut réduire un homme de sa taille à une séquence de l'histoire.

La sensibilité de Camus à l'humiliation des autres a été soulignée dans plusieurs interventions. J'ai encore en mémoire ses enquêtes en Kabylie où il a su, de façon pathétique, lancer un véritable cri d'alarme devant la faim et la misère dans cette région. Rieux, dans *La Peste*, veut apporter des solutions immédiates. Son pragmatisme ne diminue en rien ses exigences morales. Les problèmes de la liberté, de la fraternité et de la justice sociale que pose Camus restent d'actualité.

Les paradoxes de sa position tiennent au fait que, vis-à-vis de l'Algérie, Camus est un Français. Il le dit d'ailleurs : je suis français de naissance et parce que j'ai lutté, résisté contre les Allemands. Il est français mais aussi algérien. Algérien, mais plus proche de la minorité européenne du fait de son éducation. On sent une distance quand il évoque le reste des Algériens. C'est étonnant, il n'en parle qu'en termes d'arabes. Il dit « le peuple arabe », « les arabes » – la formule d'ailleurs n'est pas péjorative ; pour ma part, je me revendique comme arabe, non comme kabyle ; en période de racisme, quand d'aucuns dénoncent « les arabes », je ne cherche pas à jouer « le bon arabe ».

Cette distance traduit chez Camus une ignorance des réalités algériennes. Bien qu'il ait fait l'apologie des traditions démocratiques kabyles, on ne trouve pas, dans son œuvre, de références à la culture arabe ni à la culture berbère. Il n'a pas fait d'effort pour apprendre la langue ou étudier la civilisation musulmane. Bien sûr, il a écrit, et je ne l'oublie pas, que la population kabyle réclamait des écoles pour les garçons – et pour les filles – et que neuf cent mille jeunes kabyles n'étaient pas scolarisés. Bien sûr, il a repris le trait de Ferhat Abbas « Échangeons cent mille seigneurs féodaux de toutes races contre cent mille instituteurs ». Mais si les Kabyles avaient la volonté d'apprendre la langue française, il existait aussi une langue kabyle et une soif d'identité algérienne.

En ce qui concerne l'existence de la nation algérienne, nous n'allons pas nous engager dans un débat académique. Je note que déjà vers 1948 circulait une brochure intitulée « *L'Algérie vivra* » qui répondait au livre de Maurice Viollette *L'Algérie vivra-t-elle ?* Nous rejetions, pour notre part, l'idée d'une nation fondée sur une langue, la religion ou la coercition. Nous considérions que le nationalisme devait être libérateur, non oppresseur et, quand nous parlions de révolution, nous ne la séparions pas de la démocratie. Il y avait une réflexion avancée chez les jeunes du PPA ; malheureusement la liaison ne s'est jamais faite avec les démocrates de la minorité européenne. Nous n'avions pas dans l'idée d'exclure quiconque.

Lorsque Camus a dénoncé le revirement du Parti communiste français à l'égard de l'Étoile Nord-Africaine, il savait que cette organisation avait un idéal national avec des colorations que nous déplorions comme porteuses de germes obscurantistes. Mais un mouvement doté d'une base non pas intellectuelle mais ouvrière devait faire son chemin, clarifier son idéologie. Camus, en tout cas, admettait l'idée d'une nation algérienne avant la guerre, il soutenait l'Étoile Nord-Africaine. La nation algérienne existait avant 1830 et l'État algérien était reconnu sur le plan international. La nation existait, elle n'était pas uniforme. Je n'idéalise pas les choses. L'on ne peut juger la nation

d'hier à partir de ce qu'elle est devenue aujourd'hui.

Je trouve normal que la minorité demande des garanties sur l'après-indépendance, c'est-à-dire sur la démocratie et le respect de sa différence. De nombreux intellectuels algériens en convenaient. Malheureusement le colonialisme a fermé toutes les voies. Ferhat Abbas, Aziz Kessous, auquel Camus s'adressait dans une lettre émouvante, et leurs amis n'avaient plus de prise sur la population algérienne. Le fédéralisme était dépassé par le fait même que les quelques réformes accordées par le parlement français n'ont pas été appliquées. Les élections ont été truquées et trente-deux candidats de notre mouvement arrêtés la veille du vote. Les blocages ont entraîné la radicalisation d'une population qui n'était pas encadrée politiquement. Nous l'avons déploré. Je regrette, pour ma part, que la minorité européenne soit partie, elle aurait été un facteur d'enrichissement pour notre pays, elle aurait aidé à la modernisation de la société. Un texte voté au congrès de la Soummam en 1956 reconnaissait ses droits à la minorité.

Le FLN manipulé par l'Union soviétique ? Le panarabisme ? Nous parlions de peuple algérien bien plus que de peuple arabe. Camus exprimait par là sa méfiance pour le communisme et reprenait un thème de la guerre froide. Il aurait dû réaliser le formidable esprit de Bandoeng qui allait dans son sens à lui qui avait parlé de troisième force mondiale. A Bandoeng, les peuples oubliés de l'histoire avaient ressurgi, ils étaient prêts à s'allier avec l'Europe pour former un camp, je ne dis pas un bloc, non-aligné susceptible de desserrer l'étau des deux super-puissances. Certes la plupart des pays qui ont accédé à l'indépendance ont aujourd'hui des dictatures. Il reste que le mouvement de décolonisation était irréversible comme l'est aujourd'hui le mouvement des droits de l'homme dans le tiers-monde. La période des drapeaux sera transitoire. L'on se rendra compte un jour que seule la démocratie est capable d'apporter le développement.

Camus a dénoncé le terrorisme. C'est la guerre qu'il fallait éviter. Une fois les événements déclenchés, l'irrationnel prédomine. Personne ne peut admettre la mort d'hommes, de femmes et d'enfants. Ceux qui ont vécu en Algérie connaissent la tendresse de la population vis-à-vis des enfants sans distinctions de races. Sans les blocages, on n'en serait pas arrivé là. Le terrorisme d'État est pire que le terrorisme, d'ailleurs il l'engendre. Massacrer avec des blindés et des avions n'est pas moins condamnable que de tuer à la bombe ou au pistolet. C'est la « peste » et le choléra.

Ma conclusion sera celle-ci : quand on parle des droits de l'homme, on retrouve Camus. Dans les pays de l'Est, c'est parce qu'on a mis entre parenthèses les droits politiques et civils que le niveau de vie ne s'accroît pas. Au nom du pain, on a refusé la liberté, mais le pain on l'a en faisant d'interminables queues, comme dans notre pays. Le monde libre, par ailleurs, s'accommode des dictatures et des États bananiers. Camus s'est efforcé de reconstituer l'idéal démocratique en ne séparant pas le pain et la liberté. Son intégralisme des droits de l'homme, porteur de paix et de coopération internationale, constitue la « révolte » par excellence, un idéal de libération.

Ali Mecili : Ce n'est pas un hasard si nous ne sommes pas beaucoup d'Algériens dans la salle et si Aït Ahmed est à la tribune. Ce colloque devrait se tenir à Alger et il est impossible qu'il s'y tienne. Camus nous dit cela aussi. Certes il a mésestimé le fait national algérien mais il nous interpelle aujourd'hui. L'homme algérien peut-il retrouver son identité, s'exprimer dans son propre pays, participer à un débat pluriel ? Camus fait partie de son patrimoine culturel tout comme Saint-Augustin qui a oublié qu'il était algérien et qu'un périodique algérien osait récemment comparer au bachaga Boualem. Il y a des raccourcis qu'on ne peut plus faire sans nier l'histoire. J'ai fait partie du FLN et j'en assume les crimes.

Si hier j'étais en contradiction totale avec la position de Camus, je veux que mes enfants le lisent maintenant comme je le lisais au lycée quand nous découvrions certains sentiers de Kabylie dans Chroniques algériennes.

Nous devons réintégrer Camus dans notre histoire.